



DOMINICANS
FOR JUSTICE AND PEACE



Franciscans International
A voice at the United Nations



Caritas
Internationalis

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME – 32^e session
Genève – 29 Juin 2016

Item 10 – Dialogue interactif – Burundi

Déclaration orale soumise par Dominicans for Justice and Peace, Franciscans International et Caritas Internationalis

Mr. le Président,

Dominicans for Justice and Peace, Franciscans International et Caritas Internationalis se félicitent de la reprise du dialogue à Arusha, qui démontre une certaine ouverture à la discussion et une volonté politique pour résoudre la crise. La réouverture de deux médias dans le pays représente aussi un développement positif dans le contexte actuel. Nous nous félicitons notamment de la récente visite des trois experts de l'Enquête Indépendante de l'ONU au Burundi, dont les observations confirment en grande majorité nos propres expériences sur le terrain.

S'il faut reconnaître ces avancées, nous restons vivement préoccupés par les violences qui sont toujours perpétrées au Burundi. Les arrestations, trop souvent conduites de façon arbitraire, et les conditions de détention ne répondent pas aux standards minimaux en matière de protection des droits humains. Les cas de torture et de mauvais traitements sur les prisonniers sont encore recensés. Les disparitions forcées et les exécutions extrajudiciaires ne font toujours pas l'objet d'enquêtes impartiales menant à des jugements. Plus d'une centaine de journalistes demeurent contraints à l'exil. Les médias privés continuent à être pris pour cibles, entravant gravement les libertés de presse et d'expression.

Cette situation qui perdure depuis plus d'un an nous pousse à solliciter l'attention de la communauté internationale sur le caractère urgent d'une sortie de crise au Burundi. Le dialogue inter-burundais à Arusha en mai dernier s'est déroulé en l'absence de la coalition CNARED et d'autres acteurs clés. Leur exclusion des négociations et le refus du Gouvernement de dialoguer avec eux ne peut qu'entraver la sortie de l'impasse et nourrir les violences. Le seul moyen de garantir une paix durable au Burundi est d'assurer un dialogue qui soulève les causes profondes de la crise et qui soit véritablement inclusif, c'est-à-dire qui comprend les coalitions d'opposition, la société civile et tout autre acteur concerné. Les médias privés doivent également trouver un espace suffisant de liberté et les journalistes doivent pouvoir rentrer au pays sans craindre d'être menacé. Nous appelons la communauté internationale à insister sur ces éléments qui sont des conditions préalables à un véritable progrès dans le pays.

Merci Mr. le Président